

Une lucidité patriotique précoce

« Ma bien chère maman,

25 juin 1919

Voici donc la paix signée, il reste à la faire exécuter par l'ennemi, car tel que nous le connaissons, il ne fera rien, il ne cédera rien, il ne paiera rien, qu'on ne le contraigne à faire, à céder, à payer, et non pas seulement au moyen de la force, mais bien par la dernière brutalité. C'est le seul procédé à employer à son égard. Ses engagements sont une fumée, sa signature une mauvaise plaisanterie. Heureusement nous tenons, et il nous faut absolument garder la rive gauche du Rhin. Les motifs d'y demeurer ne manqueront certes pas, car je ne crois pas une seconde à des paiements sérieux d'indemnités de la part de l'Allemagne. Non pas certes qu'elle ne puisse payer, mais parce qu'elle ne le veut pas. [...] Au fur et à mesure des années, l'Allemagne se redressant deviendra plus arrogante, et finalement ne nous paiera pas à beaucoup près ce qu'elle nous doit. Il faut craindre du reste que nos alliés ne soient d'ici à très peu de temps nos rivaux et ne se désintéressent de notre sort. La rive gauche du Rhin devra donc nous rester. »

Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets (1919-1940)*, Pion, 1980.

1

2

Le promoteur français de l'arme blindée

En 1934, Charles de Gaulle publie « Vers l'armée de métier », plaidoyer en faveur de l'utilisation des chars et de la guerre de mouvement. Mais il se heurte à la doctrine officielle qui privilégie la défensive. Le déferlement des blindés allemands en 1940 illustre cruellement la pertinence de ses analyses et l'aveuglement de l'état-major français.

« Monsieur le Ministre,

Permettez-moi de vous signaler que les renseignements reçus au ministère de la Guerre sur l'organisation de la nouvelle armée allemande concordent à montrer notamment :

1. que le Reich possède dès aujourd'hui trois divisions blindées et mécanisées (Panzer Divisionen) et en constitue trois autres qui seront achevées dans le courant de 1936.
2. que le personnel de ces divisions est un personnel d'élite : militaires de carrière et engagés provenant du Corps automobile national-socialiste. [...]

Ainsi donc, non seulement la France ne joue pas la seule carte efficace dont elle pourrait disposer eu égard au réarmement allemand, mais encore cette carte c'est le Reich qui la joue.

En toute conscience, je considère que nous sommes au point où l'incompréhension des uns et la routine des autres sont devenues non plus seulement fâcheuses mais coupables.

Je n'insiste pas sur la douleur que peut ressentir un officier qui, ayant trouvé pour son pays un plan de salut, voit ce plan appliqué intégralement par l'ennemi éventuel et négligé par l'armée à laquelle lui-même appartient.

Je vous prie de bien vouloir agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux et profond dévouement. »

C. de Gaulle

Lettre du lieutenant-colonel de Gaulle au ministre Paul Reynaud le 14 janvier 1935, In *Paul Reynaud, mon père*, Evelyne Demey, Pion, 1980.

L'appel du 18 juin

3

Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant¹ la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. Certes, nous avons été, nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi. [...] Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! [...]

Car la France n'est pas seule. Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique [...]. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. [...]

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement [...] à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres.

1. Alléguant : prétextant

4

Le discours de Bayeux, 16 juin 1946

Le général de Gaulle, hostile au régime d'assemblée de la IV^e République, expose son propre projet de Constitution.

C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis, élu par un collègue qui englobe le Parlement mais beaucoup plus large et composé de manière à faire de lui le président de l'Union française en même temps que celui de la République, que doit procéder le pouvoir exécutif. Au chef de l'État la charge d'accorder l'intérêt général quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement. À lui la mission de nommer les ministres et, d'abord, bien entendu, le Premier qui devra diriger la politique et le travail du gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer les lois et de prendre

les décrets [...]. À lui la tâche de présider les Conseils du gouvernement et d'y exercer cette influence de la continuité dont une nation ne se passe pas. À lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le Conseil soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. À lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France.

Discours du 16 juin 1946

5

La politique de grandeur et d'indépendance.

*Nous faisons notre force atomique dont la capacité, dès l'année prochaine, dépassera plusieurs milliers de kilotonnes, pour dépasser les cent mille dès lors que, dans quatre ans, elle sera devenue thermonucléaire. [...] La situation mondiale dans laquelle deux super-États auraient seuls les armes susceptibles d'anéantir tout autre pays, posséderaient seuls sous leur obédience¹ chacun son camp de peuples engagés, ne saurait à la longue que paralyser et stériliser le reste de l'univers en le plaçant tantôt sous le coup d'une écrasante concurrence, tantôt sous le joug d'une double hégémonie convenue entre les deux rivaux. Dans de telles conditions, comment l'Europe pourrait-elle s'unir, l'Amérique latine se révéler, l'Afrique suivre sa propre route, la Chine trouver sa place, les Nations unies devenir efficace réalité ? Faute que l'Amérique et l'Union soviétique aient détruit leurs armes absolues, il fallait rompre le charme. Nous le faisons, pour ce qui nous concerne, et par nos seuls moyens

Conférence de presse du général de Gaulle, 28 octobre 1966.